

14 mai, et deux semaines plus tard à Paris et à Tokyo, pour faire progresser les grandes questions d'accès aux marchés et faciliter la reprise rapide des négociations de l'Uruguay Round à Genève.

Ces réunions préparatoires et le Sommet proprement dit donneront l'élan nécessaire pour ramener tous les partenaires de l'Uruguay Round à la table de négociation à Genève et achever la négociation du Round d'ici le 15 décembre 1993.

Le Canada est d'avis qu'une heureuse conclusion du Round offrirait d'importantes possibilités d'exportation des produits agricoles, des produits du bois et du papier, des métaux non ferreux, des produits chimiques, du matériel agricole, des services financiers, d'autres services commerciaux et professionnels et de plusieurs autres produits et services. L'amélioration du règlement des différends donnerait aussi plus de sécurité aux exportateurs canadiens.

Après le Sommet de Tokyo, les participants à l'Uruguay Round se pencheront de nouveau sur les questions de commerce agricole qui ont été laissées en suspens et qui ont constitué le principal obstacle à la conclusion du Round. Le Canada reste engagé à maintenir une forte régulation de l'offre et à cette fin le gouvernement réclame le renforcement de l'article XI.

Les ministres de l'OCDE ont accepté, dans la déclaration de clôture de leur réunion de Paris, de faire de leur mieux, individuellement et collectivement, pour que le Round produise rapidement un résultat substantiel, global et équilibré, sur la base du projet d'Acte final de décembre 1991, y compris un résultat substantiel sur l'accès des produits et services aux marchés. Dans leur déclaration, les ministres mentionnaient qu'il est réaliste non seulement d'espérer que l'Uruguay Round se termine d'ici la fin de l'année, mais de s'y attendre.